

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

# **Fourniture et Pose d'une Structure Métallique – Stade de Foot de Madonne et Lamerey (88)**













---

Date et heure limites de réception des offres :  
Vendredi 7 février 2025 à 12:00

**MAITRISE D'OEUVRE : ACERE**  
5 Quartier de la Magdeleine  
88000 EPINAL

**SEM Terr'EnR**  
Maison de l'habitat et du territoire  
1 Avenue Dutac  
88000 EPINAL

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Fourniture et pose de structure métallique pour ombrière photovoltaïque
	<b>Mode de passation</b>	Mise en concurrence sans publicité (gré à gré)
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	0
	<b>Délai de validité des offres</b>	120 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Délai : 16 semaines
	<b>Négociation</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes .....	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Désignation de l'acheteur.....	5
3.2 - Représentant de l'acheteur .....	5
3.3 - Maîtrise d'oeuvre.....	5
3.4 - Contrôle technique.....	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Conditions relatives au contrat .....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
5 - Contenu du dossier de consultation .....	6
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
6.1 - Documents à produire.....	7
6.2 - Visites sur site et compréhension des installations.....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	8
7.1 - Transmission électronique .....	8
7.2 - Transmission sous support papier .....	9
8 - Examen des candidatures et des offres .....	9
8.1 - Sélection des candidatures.....	9
8.2 - Attribution des marchés.....	10
8.3 - Suite à donner à la consultation .....	11
9 - Renseignements complémentaires.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
9.2 - Procédures de recours .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

La fourniture et de la pose de la structure métallique comprend l'élaboration d'études de structure, le dimensionnement des platines de pré-scellement, la fourniture de descentes de charges, la fourniture et pose de la structure métallique adapté à la pose de panneau photovoltaïque et d'onduleurs.

Lieu(x) d'exécution :

Stade de foot Lucien SCHEIBEL de Madonne-et-Lamerey

Dessus de Vautrincourt

88270 Madonne-et-Lamerey

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : gré à gré. Elle est soumise aux dispositions des Articles R2122-1 à R2122-9-1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
28110000-6	Structures métalliques et parties de structures.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### 2.3 - Variantes

Sans

## 3 - Les intervenants

### 3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : Sem Terr'EnR

### 3.2 - Représentant de l'acheteur

Nom de l'organisme acheteur : Sem Terr'EnR

Représentant de l'organisme acheteur : Président de la SEM Terr'EnR

### 3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ACERE  
5 quartier de la Magdeleine  
88000 EPINAL

Tél. : 03 29 39 23 36  
Courriel : [contact@acere-groupe.fr](mailto:contact@acere-groupe.fr)

### 3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique est missionné par la Communauté de commune de Mirecourt Dompaire, dans le cadre de la rénovation du Stade de Foot : SOCOTEC

TELLIEZ	Gilles	07 77 94 62 33	<a href="mailto:gilles.telliez@socotec.com">gilles.telliez@socotec.com</a>
---------	--------	----------------	--

### 3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le SPS est missionné par la Communauté de commune de Mirecourt Dompaire, dans le cadre de la rénovation du Stade de Foot : BRCP

RENAUD	Bernard	06 95 94 40 08	<a href="mailto:brcpprevention@gmail.com">brcpprevention@gmail.com</a>
--------	---------	----------------	--

## 4 - Conditions relatives au contrat

### 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est laissé à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, toutefois une attention particulière est à mener sur le fait que le moment d'intervention seront liés au travaux de rénovation, ils seront dépendants de l'avancement de ces derniers. La disponibilité de l'échafaudage est limitée dans le temps et ne pourra pas être prolongée.

## 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

# 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : [www.terr-enr.fr](http://www.terr-enr.fr)

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

# 6 - Présentation des candidatures et des offres

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Oui
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
La présentation de l'équipe dédiée au projet	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Visites sur site et compréhension des installations

Une visite sur site est recommandée pour appréhender les possibilités d'accès au site.

# 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

## 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée aux adresses :

- [geoffrey.cuiller@terr-enr.fr](mailto:geoffrey.cuiller@terr-enr.fr)
- [ljt@acere-groupe.fr](mailto:ljt@acere-groupe.fr)

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.



Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

## **7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **8 - Examen des candidatures et des offres**

## **8.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0 %
2-Valeur technique	60.0 %

### Critère valeur technique (/100 points)

Les candidats seront jugés sur la valeur technique de leur offre, appréciée au regard de la pertinence du mémoire technique par chacun d'entre eux.

Ce mémoire devra respecter le nombre de pages maximum (20 pages, hors annexes techniques). A défaut, la note finale (/100 points) affectée à la valeur technique sera dégradée de 10 points.

Les 3 sous-critères intervenant pour le jugement des offres sont notés de la manière suivante :

- Moyens humains et matériels (30 points)
- Méthodologie liée aux études, à la fabrication et à la pose (40 points)
- Caractéristiques techniques de la structure (fiches techniques, finitions, ...) (30 points)

Les candidats ayant obtenu une note technique globale (Ntg) inférieure à 50 (/100) seront éliminés.

### Critère prix (/100 points)

Le critère prix est apprécié à l'aide de la décomposition global et forfaitaire (DPGF) par rapport à la puissance totale proposée.

Les autres offres seront notées en fonction de l'offre la moins élevée par application de la formule :

$$P = 100 \times (K_{\min} / K_c)$$

où :

- P est la note attribuée au candidat
- Kmin est le prix le plus bas proposé
- Kc est le prix proposé par le candidat
- Kmin et Kc sont des prix unitaires en €

Les notes sont arrondies à une décimale.

### Classement des offres

Chaque candidat obtiendra une note N calculée de la façon suivante :

$$N = \text{prix (40\%)} + \text{Valeur technique (60\%)}.$$

Le candidat ayant obtenu la meilleure note sera déclaré attributaire du marché.

En cas d'égalité de note totale, le classement des offres se fera en fonction de la note obtenue pour le critère prix.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.